2020 : Le soulèvement des jeunes en Thaïlande - Un document d'information

samedi 7 novembre 2020, par YIMPRASERT Junya Lek (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2020).

Remarque : D'un point de vue pro-démocratie, cet article tente de fournir des informations de base aux personnes qui ne connaissent peut-être pas grand-chose à la politique thaïlandaise et qui pourraient être confuses ou alarmées par la vague de protestation actuelle à laquelle est confronté le gouvernement thaï et aussi la monarchie elle-même. L'objectif est donc de faire mieux comprendre dans le monde que, à l'heure actuelle, la lutte du peuple pour la démocratie en Thaïlande a besoin du soutien et de la solidarité de la communauté internationale et des peuples du monde entier.

Sommaire

- La démocratie thaïlandaise en
- Monarcho-militarisme contre
- 70 ans d'oppression et de
- Coups et rois
- Le dictateur Prayuth
- Le roi Maha Vajiralongkorn
- Soulèvement des jeunes 2020
- Où est la justice ?

La Thaïlande en bref

Avec une population d'environ 67 millions d'habitants, qui comprend quelque 40 groupes ethniques et langues différentes, le succès de la lutte de plusieurs décennies pour une démocratie pleinement représentative dans le Royaume de Thaïlande est d'une importance vitale non seulement pour la santé et les aspirations des peuples de Thaïlande eux-mêmes, mais aussi pour l'avenir de l'ASEAN.

Pendant la guerre entre les États-Unis et l'Indochine de 1950 à 1975, presque toute la Thaïlande fut utilisée par les États-Unis comme installation militaire. À partir de 1947, la présence militaire américaine en Thaïlande a servi à renforcer la monarchie et l'armée royale thaïlandaise, améliorant la capacité des deux à opérer en tandem pour bloquer avec succès le processus démocratique, comme en témoigne clairement la succession de pas moins de 12 coups d'État monarcho-militaires. La vague de protestation actuelle à travers la Thaïlande tente de dire que le moment est venu de mettre fin à cette succession.

Après le dernier coup d'État militaire en 2014, l'organisateur du putsch et commandant en chef de l'Armée royale thaïlandaise, le général Prayuth Chan-o-cha, s'est nommé Premier ministre et continue aujourd'hui (mi-octobre 2020) à régner en tant que dictateur royaliste pathétique essayant de s'accrocher au pouvoir en refusant de supporter de manière significative les raisons pour lesquelles il est confronté à des protestations massives.

En octobre 2016, après le décès de l'ancien roi Bhumibol (Rama 9, 1946 - 2016), le prince héritier

Vajiralongkorn fut intronisé en tant que nouveau roi de Thaïlande sous le nom de Rama 10, le dixième roi de la dynastie Chakri. La dynastie Chakri a vu le jour en 1782, lorsque Rama 1er a mis fin à la dynastie Taksin en exécutant le roi Taksin ainsi que la plupart de ses parents et leurs familles.

238 ans sous la domination Chakri ont signifié que la Thaïlande reste l'un des très rares pays au monde à avoir été incapable de se libérer de la brutalité du monarchisme féodal. Aujourd'hui Rama 10, le roi Maha Vajiralongkorn (68 ans), chef de l'État thaïlandais, le monarque le plus riche du monde, intouchable par la loi en Thaïlande, semble n'avoir qu'un seul intérêt permanent : le sien propre.

Parallèlement au rejet fondamental, déterminé et violent du concept d'égalité des droits, la survie de la dynastie Chakri dépend en partie de la garantie que son service diplomatique est servi exclusivement par des royalistes qui présentent, au nord, au sud, à l'est et à l'ouest, en Europe, aux USA et en Chine, une douce impression d'acquiescement aux bonnes intentions du bon Royaume.

La démocratie thaïlandaise en bref

Les remous afin d'établir une constitution pour le Siam ont commencé il y a environ 120 ans sous le règne de Rama 5. Le palais a réussi à réprimer cette première tentative et 30 ans devaient s'écouler avant que la venue d'un changement sans effusion de sang se produisit à l'aube du 24 juin 1932. Le coup d'État a mis un terme soudain à 150 ans de règne absolu des monarques Chakri. Le coup d'État était dirigé par un groupe de jeunes universitaires et officiers militaires. Se faisant appeler Khana Ratsadon, le Parti populaire, ils visaient à ouvrir la voie de la démocratie au Siam (Thaïlande), mais le processus a été et reste douloureux.

Khana Ratsadon était composé d'un groupe plutôt élitiste de civils, de fonctionnaires, d'aristocrates et d'officiers militaires qui s'étaient rencontrés et avaient commencé à planifier le coup d'État alors qu'ils étudiaient en France dans les années 1920. Pridi Phanomyong, fils d'agriculteur, dirigeait la branche politique et le lieutenant-colonel Phibunsongkhram l'aile militaire. En ce petit matin de 1932, totalement inconnu du peuple, en l'espace de quelques heures, le Siam est passé d'une monarchie absolue à une monarchie constitutionnelle.

Le nouveau gouvernement du Siam était toujours dominé par l'armée, mais il visait au moins une sorte de démocratie : la Constitution de 1932 déclarait que le peuple du Siam (pas encore de Thaïlande) détenait le pouvoir souverain. Néanmoins, le refus continu et systématique du Palais, des royalistes et de l'élite militaire d'accepter le suffrage universel et l'autorité souveraine d'un Parlement élu signifie qu'aujourd'hui encore, après 88 ans, un tel État n'est pas encore réalisé.

Monarcho-militarisme contre démocratie

Le premier coup d'État royaliste contre le mouvement naissant de la Thaïlande pour la démocratie a eu lieu en 1933. Bien qu'il ait été financé par Rama 7, il a échoué. L'élite royaliste fit une seconde tentative en janvier 1939 contre le gouvernement de Phibunsongkhram, aujourd'hui Premier ministre et également feld-maréchal. Cette tentative de coup d'État a également échoué et a abouti, sur ordre de Phibun, à l'exécution de 18 dirigeants putschistes, à la réclusion à perpétuité pour plusieurs et de longues peines d'emprisonnement pour les autres.

Le prince Chainart, l'oncle du roi Ananda (et du prince Bhumibol), a été condamné à perpétuité. Le palais a fait pression sur le Premier ministre Phibun pour qu'il libère Chainart, mais Phibun n'a pas

cédé. Ce n’est qu’après le retrait des troupes japonaises, lorsque le feld-maréchal Phibun a été expulsé du pouvoir, que le prince Chainart a été gracié, en septembre 1944. En tant que dernier fils de Rama 5, le prince Chainart est redevenu la personne la plus influente de la Politique de palais au pays.

Le 9 juin 1946, le roi Ananda a été retrouvé au lit avec une balle dans la tête. Le prince Chainart a été nommé régent le 16 juin et a pris la présidence du Conseil suprême d’État l’année suivante. Le prince Bhumibol, le frère d’Ananda, récemment rentré de Suisse en résidence permanente au palais, est devenu le roi Rama 9. Le soupçon qu’il ait été impliqué d’une manière ou d’une autre dans la mort de son frère plane toujours dans l’air. Son couronnement public eut lieu le 5 mai 1950, date qui peut être considérée comme marquant le début des efforts systématiques pour rétablir le pouvoir de la monarchie.

70 ans d’oppression et de répression

Les racines du chaos politique en Thaïlande, du mécontentement généralisé et des protestations massives d’aujourd’hui se trouvent dans les 70 dernières années de propagande royaliste extrême. Pour les enfants thaïlandais nés après 1946, « Tuer les communistes pour la nation, la religion et le roi » était le leitmotiv standard.

Vous trouverez ci-dessous quelques-uns des événements horribles qui rythmèrent l’histoire du Pays du Sourire après que Bhumibol soit devenu roi.

• **25-28 avril 1948**. Des centaines de policiers et de soldats de l’armée royale thaïlandaise ont encerclé le village de Dusongdor dans la province de Narathivat et assassiné environ 400 villageois.

• **28 février - 1er mars 1949**. Sur ordre du maréchal Phibun, chef de la junte militaire, 5 membres de l’Alliance pour la démocratie de Pridi ont été assassinés. Après avoir été arrêtés et menottés, quatre d’entre eux, tous députés, ont été criblés de balles à l’arrière d’une camionnette, et le cinquième, chef des services de renseignement de la police, a été abattu dans la rue.

• **13 décembre**. Sur ordre du chef de la police royale thaïlandaise, le chef du parti travailliste, Tieng Sirikhan, un ancien député de la province de Sakon Nakhon, a été brutalement assassiné à Bangkok avec quatre de ses amis. Leurs corps ont été emmenés pour être brûlés dans la province de Kanchanaburi, à 200 km du lieu du crime.

• **1971-1973**. Au cours de cette période de **« meurtre des communistes pour la nation et le roi »**, dans la seule province de Pattalung, environ 3,000 villageois ont été brutalement assassinés par l’armée royale thaïlandaise. Certains ont été brûlés vifs dans des bidons d’essence, d’autres ont été mis dans des sacs pour être jetés sur le flanc d’une montagne ou poussés hors d’hélicoptères en vol.

• **14-15 octobre 1973**. **Répression monarcho-militaire** contre les étudiants et la classe ouvrière qui manifestent dans les rues de Bangkok. 77 personnes ont été tuées, la plupart par des tirs militaires. 847 ont été blessés.

• **6 octobre 1976**. **Répression monarcho-militaire** contre les manifestations étudiantes. Selon les archives officielles du gouvernement, 41 étudiants ont été tués par une force mixte de l’armée royale thaïlandaise, des gardes-frontières royaux thaïlandais et des voyous paramilitaires qui agissaient sous le nom de « Protecteurs de la monarchie ». 30 corps ont été identifiés, 10 étaient trop défigurés pour être identifiés. 26 corps d’hommes et 4 corps de femmes ont été rendus à leurs familles par la

police pour incinération. Des centaines ont été blessés. 3,154 étudiants ont été arrêtés. Des milliers de personnes se sont cachées, la plupart fuyant vers la forêt. En colère face à la brutalité de l'oppression, beaucoup ont rejoint le Parti communiste de Thaïlande et sont restés cachés jusqu'à ce qu'ils obtiennent l'amnistie après la dissolution du Parti communiste en 1980.

• **17 - 19 mai 1992**. Répression monarcho-militaire. Ce « Mai sanglant » a vu environ 45 tués dans les rues de Bangkok, dont 38 par balles de l'armée royale thaïlandaise. Les rapports indiquent qu'environ 70 personnes ont « disparu ».

• **Avril-mai 2010**. Répression monarcho-militaire du Premier ministre Abhisit (« Parti démocrate »), qui a déclaré une « zone de tir à balles réelles », c'est-à-dire a autorisé les troupes d'élite à tuer des civils thaïlandais. 99 personnes ont été tuées dans les rues de Bangkok, presque toutes par des tireurs d'élite de l'armée. Environ 2,000 ont été blessés. 470 ont été arrêtés. Lorsque les archives officielles disent « blessé » ou « mort sur place », ils oublient d'ajouter « d'une balle dans la nuque ».

D'après les quelques documents disponibles, le bilan des victimes de l'oppression politique et des exécutions extrajudiciaires depuis 1946 s'élève à quelque 13,000 morts, mais ce chiffre ne parle en aucun cas du nombre réel de personnes décédées des suites de l'oppression politique et des répressions militaires.

Coups et rois

Depuis le début, tous les Ramas de la dynastie Chakri ont refusé de respecter ou de reconnaître les aspirations démocratiques des peuples de Thaïlande.
Jusqu'au dernier, le roi Bhumibol (Rama 9) qui a soutenu que le peuple n'est pas prêt pour la démocratie. Il se présenta comme un roi envoyé par Dieu pour s'occuper du peuple, avec, naturellement, l'aide miséricordieusement envoyée par Dieu des commandants de l'armée royale thaïlandaise, de l'armée américaine et de 12 coups d'État militaires.

Tous les gouvernements issus des 28 élections générales tenues sous le règne de Bhumibol ont été empêchés par un moyen ou un autre d'achever ne serait-ce qu'un mandat de quatre ans, tous sauf un, celui de Thaksin Shinnawatra de 2004 à 2008.

Les gouvernements pro-Thaksin ont été portés au pouvoir par des victoires électorales massives et furent renversés deux fois par des coups d'État monarcho-militaires, en 2006 et en 2014.

Le coup d'État de 2014 a été mené dans un seul but : faire en sorte que la transition de Rama 9 à Rama 10 soit maintenue sous le contrôle et la gestion d'un commandant militaire auquel le Palais a confiance, en d'autres termes pour garantir à nouveau que les préoccupations et intérêts critiques des gens pourraient être ignorés et rendus inoffensifs.

Le dictateur Prayuth

Le chef du coup d'État de 2014, le général Prayuth Chan-o-cha, commandant en chef de l'armée royale thaïlandaise, a dissous tous les organismes du gouvernement élu, déchiré la Constitution et mis en place une junte militaire se faisant appeler le Conseil National pour la paix et l'ordre (NCPO) et a présenté au pays une Assemblée législative nationale (NLA). La moitié des 220 sièges de cette « assemblée législative » étaient occupés par des personnes triées sur le volet par le NCPO et l'autre moitié composée d'officiers de l'armée. La fonction de la NLA était d'approuver les diktats du NCPO.

Après avoir retiré son uniforme et s'être nommé Premier ministre en août 2014 et en dirigeant ses deux configurations NCPO et NLA, Prayuth, honorant ses nombreux prédécesseurs, est passé de commandant en chef de l'Armée royale à dictateur royaliste de Thaïlande et a procédé, comme tous ses prédécesseurs, à la rédaction d'une autre Constitution (la 20e de la Thaïlande depuis 1932), puis à employer tous les moyens possibles pour retarder la demande de la majorité furieuse pour une élection générale, afin de donner à sa junte autant de temps que possible pour consolider son pouvoir sur l'électorat.

Après une année complète consacrée au deuil national officiel du roi Bhumibol, le prince héritier Vajiralongkorn a été couronné en 2016. Son tout premier geste en tant que chef de l'État a été la publication d'ordres visant à modifier encore plus la Constitution de la junte en sa faveur : augmenter sa liberté personnelle, augmenter considérablement sa puissance militaire personnelle et augmenter massivement sa richesse personnelle. Tout cela est passé sans aucune opposition malgré la consternation du peuple.
Néanmoins, avec des remontrances mondiales et la demande publique croissante pour des élections ainsi que les sanctions de l'UE provoquant une humiliation en Thaïlande, Prayuth ne pouvait pas retarder indéfiniment la mise en place d'élections législatives.

Après plusieurs prétextes fallacieux dont le but était de retarder le vote le plus longtemps possible, la junte a finalement accordé à la population une élection générale le 24 mars 2019, mais non sans utiliser toutes les astuces possibles pour s'assurer que l'opposition ne pouvait pas gagner. La Constitution de 2017 stipulait que ce devaient être les 250 membres du Sénat reconstitué, tous nommés par la junte, qui voteraient pour un nouveau Premier ministre. En outre, les juges de la soi-disant Cour constitutionnelle, qui était un produit de la Constitution populaire de 1997, étant désormais (après les coups d'État de 2006 et 2014) tous nommés par la junte, étaient assez à l'aise pour disqualifier et dissoudre tout parti d'opposition et candidatures parlementaires qu'ils jugeaient inappropriées. À tous égards, l'élection générale de 2019 a été truquée pour empêcher l'opposition de gagner.

Ces jeux royalistes sont bien compris et extrêmement démoralisants pour la majorité des Thaïlandais, car ils savent qu'ils n'ont que deux options : se soumettre ou protester.

Les manifestations ont commencé à prendre de l'ampleur après que la Cour constitutionnelle a eu la témérité de dissoudre le plus grand parti d'opposition, le Future Forward Party, qui avait remporté 80 des 220 sièges de l'ALN lors des élections de 2019.

Le roi Maha Vajiralongkorn

Le vieux roi Bhumibol (1946-2019) était sûrement vaguement conscient que son fils, le prince héritier Vajiralongkorn, avait une réputation tristement célèbre en tant qu'obsédé sexuel ayant un style de vie mafieux, mais il ne voulait pas rompre avec le précédent royal. Lorsque Bhumibol est décédé le 13 octobre 2016, Vajiralongkorn a été nommé roi. Son couronnement public de 3 jours a été organisé en mai 2019 pour un coût d'environ 32 millions de dollars US.

Le nouveau roi de Thaïlande, aujourd'hui âgé de 68 ans, a abandonné et humilié sa première femme peu de temps après leur mariage. En 1996, il a banni sa seconde épouse et les quatre fils qu'il avait eu avec elle. En 2014, il a placé sa troisième épouse en résidence surveillée et a emprisonné ses parents, trois frères, une sœur, son oncle et plusieurs autres parents. Il a épousé sa quatrième femme en 2019.

Selon la Constitution de 2014, telle qu'amendée par Vajiralongkorn lui-même, le statut du roi

thaïlandais est désormais plus proche de celui d'un monarque absolu que de celui d'un monarque constitutionnel.

Comme indiqué ci-dessus, avant que le peuple ait pu ouvrir les yeux, leur nouveau roi avait pris des mesures importantes pour renforcer sa position, en augmentant son commandement personnel direct sur quelques dizaines de milliers des 80,000 soldats de la Garde royale, et en se donnant un accès personnel direct à l'immense richesse du Crown Property Bureau, auquel son père n'avait qu'un accès limité. En tant que monarque le plus riche du monde, avec une fortune estimée à 50, voire à 60 milliards d'euros à sa disposition, il exige toujours une énorme somme des contribuables thaïlandais, pas moins d'un milliard d'euros, pour financer ses dépenses personnelles, de nombreux palais et les soi-disant « projets royaux ».

L'avenir de ce roi est déjà gravement hanté par des preuves accablantes que, depuis 2016, neuf militants pour la démocratie, qui avaient cherché à échapper à la junte militaire en se réfugiant en dehors de la Thaïlande, ont été traqués et assassinés par ses agents - des escadrons de la mort. Dans le plus pur style médiéval, ce roi est également célèbre pour enfermer quiconque lui déplaît dans sa prison personnelle pour y être torturé. Les histoires sont nombreuses et sordides. Un endroit, la prison de Thawee Watthana dans le parc du palais de Thawee Watthana situé à l'ouest de Bangkok, a une réputation très sombre : ceux qui n'en sortent pas vivants seraient morts par suicide, etc.

À l'heure actuelle, le chef de l'État thaïlandais passe la plus grande partie de son temps avec son harem au Grand Hotel Sonnenbichl en Bavière, en Allemagne, avec le soutien d'une centaine de serviteurs et de gardes du corps. Il y a des femmes et des serviteurs dans son entourage qui n'existent qu'en tant que prisonniers royaux. On dit que même là-bas, ceux qui déplaisent au roi sont également maltraités et battus, et ont trop peur d'approcher la police allemande, terrifiés à l'idée que leurs familles en Thaïlande subissent des représailles.

En Thaïlande, le roi peut faire et fait ce qu'il veut en toute impunité. Personne ne peut porter plainte contre lui, il vit complètement au-dessus des lois. La plupart des Thaïlandais sont dans une certaine mesure conscients que leur nouveau roi est cruel et en quelque sorte criminel, mais jusqu'à présent, leurs pensées et leurs sentiments ont été réduits au silence par les lois draconiennes de la junte militaire, en particulier la loi de lèse-majesté et celle sur le crime informatique. Des lois qui peuvent amener quiconque à se retrouver en prison pendant de nombreuses années pour toute indication ou accusation de manque de respect, vrai ou faux, envers Sa Majesté ou qui déblatère sur les relations, affaires, intérêts ou projets de Sa Majesté.

Néanmoins, le fait que, alors que Covid-19 exaspère la misère existante partout, ce roi choisit de vivre une vie de luxe en Allemagne, maltraitant les femmes, gaspillant de vastes sommes d'argent des contribuables et envoyant des agents pour tuer des dissidents populaires, a finalement déclenché une expression ouverte de dégoût en Thaïlande même.

Ce roi de Thaïlande se pense-t-il aussi au-dessus et au-delà des lois de l'Allemagne et de l'Union européenne ? Imagine-t-il qu'il n'est pas soumis à la Déclaration universelle des droits de l'homme, que sa royauté est hors de portée de la Cour pénale internationale ? Apparemment, oui, mais de plus en plus de personnes, y compris la plupart des jeunes de Thaïlande, commencent à le déclarer coupable de tous les chefs d'accusation.

Soulèvement des jeunes 2020

C'est au début de 2020 que les étudiants ont commencé à apparaître en grand nombre dans les rues

de Bangkok - pour protester contre la dissolution, par les juges de la Cour constitutionnelle, du Future Forward Party, le principal parti d'opposition à la junte de Prayuth.

L'arrivée de Covid-19 a donné à Prayuth une raison défendable mais aussi pratique de déclarer l'état d'urgence et d'étouffer la manifestation. Néanmoins, à ce moment-là, la majorité des Thaïlandais étaient profondément fatigués de leur dictateur et ce qu'il disait ou ne disait pas, faisait ou ne faisait pas commençait à être quelque peu ressenti comme étant hors de propos. La jeunesse de Thaïlande arrivait à une constatation commune, à un consensus, qu'il était temps d'informer le général Prayuth que son régime illégitime était illégal et son modus operandi impossible à tolérer plus longtemps.

Le 18 juillet, la jeunesse thaïlandaise, des écoles secondaires aux universités de tout le pays, s'est levée pour protester contre le statu quo imposé par l'armée. Le dynamisme large et brûlant des réclamations des étudiants, des demandes allant de la suppression des codes disciplinaires militants dans les écoles à la réforme radicale de la monarchie elle-même, a commencé à électrifier tout le pays.

Où est la justice ?

La Thaïlande est arrivée à un moment prévu depuis longtemps, dangereux mais incontournable. Face à l'établissement monarcho-militaire potentiellement impitoyable et implacable, la jeunesse thaïlandaise a besoin, dès maintenant, de la compréhension, du soutien et de la solidarité de la communauté internationale.

Comment soutenir les objectifs et les exigences logiques, de bon sens, standard, décents, normaux et naturels de ce soulèvement mené par les jeunes contre le régime autocratique ?

Pendant de nombreuses années, il y a eu une large convergence d'analyses et d'opinions communes et un rassemblement autour de la reconnaissance du fait qu'il n'y a aucun moyen pour le peuple thaïlandais, pour la population en général, de passer du passé au futur, de pouvoir s'engager avec un cœur, un esprit et un pouvoir sur les questions, les crises et les problèmes locaux, régionaux et mondiaux, tandis qu'une alliance monarcho-militaire paternelle plane sur lui, assumant le droit de posséder ou de renier chacune de ses pensées, espoirs, souhaits, désirs, inventions, mouvements et actions.

Le roi Vajiralongkorn, chef de l'Etat, est un abuseur bien connu des droits de l'homme, un abuseur des privilèges qui lui sont accordés par la naissance, un abuseur pathologique des femmes, un vil bourreau, propriétaire de quelque 10,000 esclaves, dont certains sont victimes de la traite, et, pour la jeunesse de Thaïlande et du monde, le pire exemple que puisse donner un être humain, sans parler d'un chef d'État.

Étant donné que les Thaïlandais n'ont aucun recours à une justice significative, ni à un appel, au début de 2020, ACT4DEM a uni ses forces avec PixelHELPER en Allemagne pour porter les crimes du roi Vajiralongkorn directement devant les tribunaux européens.

Le général Prayuth est une marionnette de la monarchie Chakri et impuissante sans elle, ainsi notre travail se concentre actuellement sur le fait d'attirer l'attention du Bundestag allemand, de l'Union européenne, des Nations Unies et de tous les peuples du monde entier qui aiment la Thaïlande, sur les degrés extrêmes de corruption et cruauté manifestées par le roi Vajiralongkorn.
Nous visons à faire en sorte que le roi Vajiralongkorn soit à tout jamais empêché de battre, torturer et assassiner plus de gens, ainsi que de jeter les fonds publics durement gagnés et désespérément nécessaires par le biais de ses propres désirs égoïstes.

Ensemble, nous pourrons mettre fin à ce règne de la peur avant qu'il ne s'aggrave.

Ensemble, nous veillerons à ce que la justice prévale.

Junya Yimprasert, 25 octobre 2020

Lectures complémentaires sur https://act4dem.net/

La révolte des électeurs (2009) en anglais sur https://act4dem.net/?p=661

Pourquoi je n'aime pas le roi (2010), en anglais sur https://act4dem.net/?p=653 et en français sur http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37677

Surmonter la peur de la monarchie (2011) en anglais sur https://act4dem.net/?p=732

et

Comprendre la vision thaïlandaise enveloppant le brouillard (2015) https://act4dem.net/?p=677

•

Lien de l'article en anglais :

P.-S.

• Traduction pour ESSF de l'article en anglais, disponible sur notre site : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article55373

Originellement publié par Contre-courants, 25 octobre 2020 : https://countercurrents.org/2020/10/the-2020-youth-uprising-in-thailand/

• Junya Yimprasert est une militante syndicale et des droits humains et ancienne directrice de la Thai Labour Campaign (TLC). Après la répression militaire contre les manifestants thaïlandais en avril et mai 2010 ou plus de 90 personnes ont été tuées, la plupart abattues par des soldats, elle a pris la décision de se concentrer à plein temps sur la campagne contre l'alliance monarcho-militaire qui n'a fait que supprimer les aspirations démocratiques du peuple thaïlandais et qui domine la politique intérieure depuis 1932. Junya est actuellement la coordinatrice d'ACT4DEM - Action for People's Democracy, un réseau international qui travaille actuellement pour soutenir la lutte pour la démocratie en Thaïlande, membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) depuis 1964.